

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Rue du Général Leclerc à FRIGNICOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS (jusqu'à 19h55), FORMET, Mme PARNISARI (jusqu'à 19h15), MM. FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mme ROYER (suppléante de M. COLLOT), MM. ARVOIS (suppléant de Mme ARMANETTI), PETIT (suppléant de M. MALOU), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h25), BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, M. EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : MM. VEBER, THIÉBAULT, CASTAGNA, DESANLIS, Mme KARCENTY, MM. MOULIN, COQUIN, BONETTI, Mmes COLLIN, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN, MM. TRIOLET, ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, LANTERNAT, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS,

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN (à partir de 19h55),
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU (à partir de 19h15),
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DESANLIS donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GERARD,
- ✓ M. MOULIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. ROCH.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

MARCHÉS PUBLICS

CRÉATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS DIVERSES D'ENTRETIEN DE VOIRIE COMMUNALE ET COMMUNAUTAIRE

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET DU MARCHÉ CORRESPONDANT

Rapporteur : Monsieur Olivier DELCOMBEL

La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER (C.C.V.C.D) possèdent chacune plusieurs kilomètres de voirie, de trottoirs ainsi que des équipements nécessaires à la circulation de tout type. Ce patrimoine d'importance demande un entretien régulier et des adaptations constantes face à l'évolution des circulations.

Dans une optique d'économies d'échelle et de mutualisation des besoins, il est proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER pour le lancement d'une consultation portant sur la réalisation de travaux d'entretien et de petite création sur la voirie et équipements connexes.

Ainsi, chaque structure pourrait disposer d'un levier d'action qui permet de répondre rapidement aux différentes problématiques rencontrées sur le domaine public telles que :

- la réfection de couche de roulement ;
- la réfection ou la création de trottoirs et de bordures ;
- l'entretien ou la création des réseaux d'eaux pluviales, d'éclairage public ... ;
- la mise en place d'éléments de sécurité (signalisation, dos d'âne...).

Dans ce cadre, il est nécessaire de conclure une convention constitutive de groupement de commandes désignant le coordonnateur et régissant les rôles, missions et obligations de chaque membre du groupement ainsi que les modalités financières, d'adhésion et de retrait du groupement. Le projet de convention constitutive est annexé à la présente délibération.

Le coordonnateur proposé pour ce groupement de commandes est la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, dont les missions consistent en l'élaboration des pièces de la consultation, la mise en œuvre de la procédure de passation et la signature du contrat correspondant, chaque membre du groupement étant chargé de son exécution à hauteur de ses besoins propres (émission de bons de commande, paiement des factures).

Pour répondre aux besoins des membres du groupement considéré, il est proposé de conclure un accord-cadre mono-attributaire d'une durée initiale de 1 an, reconductible 3 fois fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes.

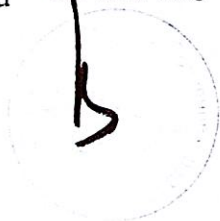
La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Thierry MOUTON



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 20 FEV. 2025
et de la publication le 21 FEV. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

En termes de mise en œuvre de la procédure de passation afférente et au vu de la valeur des besoins estimés supérieure aux seuils européens, il est proposé que l'organe de décision devant intervenir dans le choix du titulaire du contrat soit la Commission d'Appels d'Offres du coordonnateur du groupement.

Le groupement de commandes prendra fin à l'expiration du marché qui sera conclus dans le cadre de la consultation lancée pour les travaux d'entretien et de petite création sur la voirie communale et communautaire ainsi que pour toutes les relances éventuelles.

L'estimation prévisionnelle des besoins annuels, toute entité confondue, est de 1.500.000,00 € H.T., soit un montant estimatif prévisionnel de 6.000.000,00 € H.T. sur la durée totale d'exécution de l'accord-cadre. Ce dernier sera conclu, toutes entités confondues, avec un minimum de commande annuel fixé à 50.000,00 € H.T. et un maximum annuel fixé à 1.500.000,00 € H.T..

Considérant le montant maximum de commandes et la valeur globale estimée des besoins, la consultation sera lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-1, L.2122-21-1 et L. 5211-2,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-7, L.2124-1 à L.2124-2, L.2125-1, R.2121-8, R.2124-1 à R.2124-2,

Vu le projet de convention portant création du groupement de commandes annexé,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 29 janvier 2025,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ adhérer au groupement de commandes constitué pour la mise en œuvre d'un accord-cadre à bons de commande ayant pour objet des travaux divers relatifs à l'entretien de voirie communale et communautaire ;

2°/ accepter la désignation de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS en tant que coordonnateur du groupement ;

3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement annexée à la présente délibération ;

4°/ autoriser le représentant du coordonnateur à procéder à la préparation, la mise en œuvre de la procédure de passation de la consultation, la signature de l'accord-cadre correspondant avec l'attributaire et sa notification, et, le cas échéant, à ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge ;

5°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à exécuter l'accord-cadre à hauteur des besoins propres de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER et à signer toutes pièces relatives à son exécution technique et financière, en ce qui concerne les besoins de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ;

6°/ dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 et suivants.



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-7 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne le groupement de commandes pour la réalisation des travaux divers relatifs à l'entretien de voirie communale et communautaire au titre de la période 2026-2029.

Elle a pour objet la passation d'une consultation permettant la conclusion d'un accord-cadre mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande répondant aux besoins de la Ville de VITRY-LE-FRANCOIS et de la COMMUNAUTE DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER en matière de travaux d'entretien et de petite création de voirie et réseaux divers.

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis, donc de lancer une seule consultation (incluant toute procédure de relance éventuelle).

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes, après signature par l'ensemble des membres du groupement et envoi au contrôle de légalité.

Elle est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le groupement de commandes, objet de la présente convention, prendra fin à l'expiration de l'accord-cadre qui sera conclu dans le cadre de la consultation lancée (comprenant toutes les relances éventuelles) conformément aux dispositions de la présente convention.

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : la Ville de Vitry-le-François. Elle sera représentée, en qualité de coordonnateur, par son représentant du pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé :
Place de l'Hôtel de Ville
BP 50420
51308 Vitry-le-François CEDEX 08

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur signe et notifie l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Organiser le calendrier prévisionnel de la consultation
2	Recueillir les besoins des membres
3	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
4	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
5	Rédiger et assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
6	Mettre en ligne le dossier de consultation des entreprises et répondre aux éventuelles questions/réponses des candidats
7	Recevoir et analyser les candidatures et offres et, assurer les demandes utiles auprès des soumissionnaires pour assurer la complétude et la conformité du contenu de leurs plis
8	Etablir les procès-verbaux liés à la procédure
9	Envoyer les convocations aux réunions de la commission d'appels d'offres
10	De façon générale, assurer le secrétariat de la commission d'appels d'offres et plus particulièrement préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de jugement des offres
11	Informers les candidats retenus et non retenus du résultat de la consultation
12	Mettre en forme le marché après attribution
13	Informers les membres du groupement des candidats retenus
14	Signer le marché avec le candidat retenu
15	Rédiger le rapport de présentation de l'acheteur
16	Transmettre au contrôle de légalité les pièces du contrat nécessaires
17	Notifier le marché à l'attributaire et en transmettre une copie au membre du groupement
18	Procéder à la publication de l'avis d'attribution et des données essentielles
19	Procéder au recensement économique du marché conclu
20	Conclure les éventuelles modifications après accord ou sur demande des membres du groupement impactés par les modifications
21	Procéder à la clôture administrative du contrat à partir des déclarations et documents transmis par les membres (procès-verbal de réception de l'accord-cadre, décompte général définitif)
22	Procéder, en cas de mauvaise exécution, à la résiliation du contrat après accord de l'ensemble des membres du groupement

Le coordonnateur est également chargé, le cas échéant, d'ester en Justice au nom et pour le compte des membres du Groupement pour la procédure dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

E - Membres du groupement

Le groupement de commande est composé de la Ville de Vitry-le-François (coordonnateur) et de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der.

F - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

Ordre	Désignation détaillée
1	Prendre toute délibération et décision nécessaire à la création du groupement de commandes ainsi qu'à la passation et la conclusion du contrat
2	Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur
3	Transmettre au coordonnateur un exemplaire de la délibération l'autorisant à signer l'accord-cadre pour son compte
4	Exécuter le contrat à hauteur de ses besoins propres : émission des bons de commande, ordres de service, commandes, vérifications et réception des prestations ainsi que le paiement conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses administratives et particulières du marché.
5	Informers le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation du marché et toute modification nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre pour conclusion des avenants correspondants
6	Mettre en œuvre d'éventuelles mesures coercitives envers le prestataire (mise en demeure, pénalités)
7	Se prononcer sur les projets de modifications de contrats qui lui sont soumis dans les délais fixés par le coordonnateur
8	Transmettre les données d'exécution administrative et financière nécessaires à la clôture du contrat par le coordonnateur

La signature de la présente convention porte autorisation donnée au représentant du coordonnateur aux fins de signer le contrat issu de la consultation avec la société retenue.

G - Organe de décision

En cas de procédure adaptée, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement.

En cas de procédure formalisée, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est la Commission d'Appels d'Offres du coordonnateur du groupement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement est compétent pour les décisions relatives à :

- l'élimination des candidatures des entreprises qui ne sont pas recevables ;
- l'élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables ;
- la déclaration d'une procédure infructueuse ou sans suite.

Dans le cas de la relance de la consultation selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement.

H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

I - Modalités financières

Chaque membre du groupement émettra les commandes et procédera aux paiements des prestations le concernant. Les paiements sont assurés à partir de factures séparées établies par le prestataire.

Chaque membre est seul responsable financièrement auprès du titulaire des commandes qu'il a émises auprès de lui. Les membres du groupement ne peuvent être tenus de payer solidairement les engagements financiers contractés et non honorés par l'un des membres.

J - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

K - Modalités de retrait du groupement

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par un acte pris dans les mêmes formes que celui nécessaire à l'adhésion au groupement (délibération de l'assemblée délibérante), notifié au coordonnateur avant le lancement de la consultation.

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

L - Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes prises en ce sens par chacun des membres sont notifiées aux autres membres. La modification ne prend effet que lorsque tous les membres ont approuvé les modifications.

M - Résiliation de la convention constitutive

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, après mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet après un délai de 15 jours.

L - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX
Tél : 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Fait à Vitry-le-François,

Le,

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Ville de Vitry-le-François	Jean-Pierre BOUQUET	Maire	
Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der	Daniel FONTAINE	1er Vice-Président	